

[Texte]

The Chairman: May I intervene here? I suggest that you may want to pursue this line of questioning with the Minister himself. You can move to have him called.

Ms Copps: Yes. I do not mind doing that, Mr. Chairman.

My point is that unless a third party, an outside, independent arbiter, like the Canadian Human Rights Commission, is prepared to take a more pro-active role in some of these areas that relate directly to the government, you will not see individuals coming forward and launching individual complaints simply because their careers are on the line. If they want to move ahead within the RCMP or the armed forces, the worst way of doing that is by coming forward as an individual who is bucking the system. That is why I sometimes think an organization or organism like the Canadian Human Rights Commission has the authority and, I think, the public credibility, to come in from the outside and to launch systemic investigations.

Mr. Fairweather: I think my colleague has answered that we have that power; we intend to use it.

I would then also remind the member that when I was in her position in this Parliament I was one of those who got the RCMP to drop the barrier. They did not hire any women at all. That is why I am not cynical. I have watched the extraordinary change that has taken place in employment systems within this country.

When the commission got going even the guard here on Parliament Hill who parades for visitors through the summer would not allow any women recruits. We took a pro-active position. Thank God, all the women performed extraordinarily well and left it to the men to faint. We survived that one. Now nobody would think of not having women as part of that guard.

The member is in a Parliament where I suspect that the armed forces will at last . . . the barriers of women in combat will be dropped. That is what our goal has been.

They never used to have women in Alert, for instance. They almost ate up my colleague when we went and asked them why they would not have women in Alert. They now boast about how well women have integrated in the northern Dew Line system.

Ms Copps: The fact remains that of the 80,000 positions in the armed forces, approximately 67 of them are not available to women at this point. That may change, but I do not think that is a record to be particularly boastful of.

Mr. Fairweather: No, of course, it is not. I will not rest until every job in the armed forces is available to both sexes.

Mr. Robinson: Mr. Chairman, I wonder if we might ask for the tabling of the correspondence between Mr. Fairweather and Ms Copps? I think this exchange of correspondence might be helpful.

The Chairman: It is so ordered.

[Traduction]

Le président: Permettez-moi d'intervenir. Il serait peut-être préférable de poser directement ces questions au ministre. Vous pouvez proposer que nous le convoquions.

Mme Copps: Oui. Je n'y verrais pas d'inconvénient, monsieur le président.

Tant qu'un tiers, un enquêteur de l'extérieur, un arbitre indépendant comme la Commission canadienne des droits de la personne, ne sera pas disposé à jouer un rôle plus actif dans certains de ces domaines impliquant directement le gouvernement, les intéressés ne sortiront jamais de l'ombre et ne déposeront jamais de plaintes, ne voulant pas mettre leur carrière en danger. La pire des méthodes pour quelqu'un au sein de la Gendarmerie royale ou des Forces armées est de contester individuellement le système. C'est la raison pour laquelle j'estime parfois qu'une organisation ou qu'un organisme comme la Commission canadienne des droits de la personne a le pouvoir et, à mon avis, la crédibilité publique, d'intervenir et de procéder à des enquêtes systémiques.

M. Fairweather: Je crois que ma collègue vous a répondu que nous avons ce pouvoir; nous avons l'intention de nous en servir.

J'aimerais également rappeler au député que lorsque j'étais à sa place dans ce Parlement, j'ai été un de ceux qui sont parvenus à faire évoluer la Gendarmerie royale. Elle ne recrutait à l'époque aucune femme. C'est la raison pour laquelle je ne suis pas cynique. J'ai observé l'évolution extraordinaire des critères d'emploi dans ce pays.

Lorsque la Commission a été créée, même les gardes sur la Colline parlementaire qui paraded pour les visiteurs pendant l'été ne comptaient aucune femme. Nous avons entrepris un travail de persuasion. Dieu merci, toutes les femmes se sont comportées de manière extraordinaire et ont laissé les évanouissements aux hommes. Nous avons réussi. Personne ne pourrait aujourd'hui imaginer ces parades sans femmes.

Le député est membre d'un Parlement qui verra finalement dans les Forces armées . . . Les femmes occuperont des postes de combat. C'est notre objectif depuis toujours.

Auparavant, par exemple, il n'y avait jamais de femmes à Alert. Ils ont pratiquement dévoré mon collègue lorsque nous nous y sommes rendus et nous leur avons demandé pourquoi il n'y avait pas de femmes à Alert. Ils se vantent maintenant de l'excellence de l'intégration des femmes dans les unités septentrionales du réseau de radar Dew Line.

Mme Copps: Il reste quand même que sur les 80,000 postes des Forces armées, environ 67 sont toujours fermés aux femmes. Cela changera peut-être, mais il n'y a pas de quoi se vanter.

M. Fairweather: Non, bien entendu. Je n'aurai de repos que le jour où tous les postes des Forces armées seront ouverts aux deux sexes.

M. Robinson: Monsieur le président, pourrait-on demander que la correspondance entre M. Fairweather et M^{me} Copps soit déposée? Cet échange de correspondance pourrait s'avérer utile.

Le président: Qu'il en soit ainsi ordonné.